

Interroger les interfaces de la mobilité, de l'énergie domestique et les choix de localisation résidentielle

Organisateurs-trices :

Leslie Belton Chevallier, CR, AME-DEST, IFSTTAR,
Giulio Mattioli, Research Fellow, ITS, Université de Leeds,
Benjamin Motte-Baumvol, MCF, ThéMA, Université de Bourgogne Franche Comté
Jean-Pierre Nicolas, CR HDR, LAET, Université de Lyon,

Contact :

leslie.belton-chevallier@ifsttar.fr
g.mattioli@leeds.ac.uk,
benjamin.motte@u-bourgogne.fr
jean-pierre.nicolas@entpe.fr

Numéro spécial de revue projeté (O/N) : *Oui (ouvrage collectif, éditeur à définir)*

Texte d'appel à communications

Au cours des dernières décennies, les fortes fluctuations des marchés de l'énergie, la diffusion d'usages énergivores et la multiplication des politiques de réduction des émissions ont mis en exergue la fragilisation grandissante des ménages face aux prix de l'énergie, dans les transports comme dans la sphère domestique. Relevant de différentes politiques publiques et de différents champs scientifiques, les enjeux liés à la mobilité, au logement, à l'énergie ont longtemps été considérés séparément. Cependant, depuis une dizaine d'années, de nombreux travaux scientifiques soulignent l'intérêt de leur prise en compte conjointe pour comprendre les difficultés des ménages les plus exposés et pour proposer des politiques publiques plus adaptées. Les acteurs des territoires apparaissent demandeurs de telles approches, même s'ils restent démunis tant d'un point de vue conceptuel que du fait d'outils d'action publique peu développés.

D'un point de vue théorique en économie, les ménages arbitrent entre leurs dépenses de logement et de transports à travers leurs choix de localisation. Les études empiriques issues de l'économie, de la sociologie ou de l'aménagement et de la géographie apparaissent cependant plus nuancées sur ce point. Par ailleurs, si l'introduction de la dimension énergétique est source supplémentaire de complexité, elle est bien transversale à ces deux secteurs et constitue une part importante de leurs postes budgétaires respectifs. Les différents comportements observés (compensation, renforcement ou indifférence) entre les postes transports et logement peuvent, selon les cas, accentuer la pression sur le budget des ménages économiquement fragiles ou se traduire par des renoncements d'accès à la santé ou à une vie sociale.

La session proposée a pour objectif de faire un état des lieux sur cette question des dépenses énergétiques des ménages pour leurs mobilités et leur logement, des précarités induites, potentielles ou avérées, et des politiques publiques qui tentent de se mettre en place pour réduire ces dernières. Les analyses de terrains, les démarches comparatives et internationales sous formes de travaux originaux ou de revues de littérature seront particulièrement bienvenues. Nous souhaitons par ailleurs une pluralité d'approches disciplinaires autour de ce même objet pour apporter une richesse supplémentaire dans la réflexion sur les pistes d'action publique.

Mots-clés : Energie, transport, logement, vulnérabilité, pauvreté